

DEPARTEMENT DE LA REUNION



Direction des Services Financiers

DECISION N° DSF/2026-03

Le Maire de la commune de Saint-Pierre,

Vu les articles L 2121-29, L 2122-21 al 6° et L 2122-22 al. 3° du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 43/2141 en date du 17 décembre 2025 adoptant le budget de la ville de Saint-Pierre pour l'exercice 2026,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2/22 en date du 15 avril 2026, relative à la délégation de pouvoirs du Conseil Municipal accordée au maire en matière de gestion de dette et de trésorerie pour l'exercice 2026,

Vu la proposition commerciale du Crédit Agricole La Réunion Mayotte et de sa filiale spécialisée, le Crédit agricole Corporate and Investment Bank (CACIB), en date du 21 octobre 2026 pour la réalisation d'un concours financier d'un montant total de 10 000 000 € destiné au financement partiel des dépenses d'investissement 2026 du budget principal,

Considérant que l'exécution budgétaire nécessite la mobilisation d'emprunts inscrits au budget et destinés au financement des investissements,

Décide

Article 1 : de contracter auprès de Crédit agricole Corporate and Investment Bank (CACIB) un concours financier d'un montant total de 10 000 000 € destiné au financement partiel des dépenses d'investissement 2026 du budget principal, dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

1- : Souscription d'un Crédit Long Terme Multi Index

- Objet : Financement du Budget 2026 de la Commune de Saint Pierre
- Prêteur : Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de La Réunion / Domiciliaire Crédit Agricole CIB
- Montant 10 000 000.00 EUR
- Date de Remboursement Final : 17/12/2046
- Type d'amortissement : Trimestriel linéaire
- Frais de dossier : 0.20% soit 20 000.00 EUR prélevés en J + 10 après la signature du contrat
- Garantie : Sans garantie

Accusé de réception en préfecture
974-219740164-20261028-DSF2026-03-BF
Date de télétransmission : 28/10/2026
Date de réception préfecture : 28/10/2026

2- : Principes de fonctionnement du contrat

- Période de mobilisation de la date de signature de la Convention jusqu'au 15/12/2026 (Date de Fin de Mobilisation)
 - Encours mobilisable avec indexations sur Euribor 3 Mois moyenné (flooré à 0.00%) augmenté d'une marge de 1.50%
 - Périodicité de Paiement des Intérêts : Mensuelle
- Phase d'Amortissement du 15/12/2026 au 17/12/2046
 - Consolidation automatique au 15/12/2026
 - Type d'amortissement : Trimestriel linéaire
 - Remboursements anticipés définitifs possibles moyennant éventuellement le paiement d'une indemnité selon conditions de marché ou d'une indemnité forfaitaire de 3% du capital remboursé par anticipation en cas d'indexation à taux révisable sec
 - Périodicité de Paiement des Intérêts : Trimestrielle

3- : Indexations de taux disponibles

Index Monétaires Courants :

- EURIBOR 3 mois préfixé augmenté d'une marge de 1.50% l'an. En cas de publication d'un indice Euribor 3 mois négatif, c'est la valeur zéro qui sera retenue.
- Possibilité d'effectuer des modifications de taux auxquels cas les marges applicables aux index susvisés seront déterminées selon les conditions de marché.

Index de Mobilisation :

- EURIBOR 3 mois moyenné augmenté d'une marge de 1.50% l'an (disponible pendant la phase de mobilisation). En cas de publication d'un indice Euribor 3 mois négatif, c'est la valeur zéro qui sera retenue.

Stratégies Spécifiques (index, seuil et niveaux à déterminer selon les conditions de marché et modalités prévues dans la Convention) :

- Taux Fixe
- Taux Alternatif (plafonné) qui correspond, pour chaque période d'intérêt, soit à un taux fixe soit à un taux variable en fonction de la position d'un des index prévus dans la convention par rapport à un seuil déterminé (Le taux variable est composé d'un des index prévus dans la convention augmenté d'une marge déterminée). Le taux variable du Taux Alternatif pourra le cas échéant être plafonné à un taux fixe dit « Taux Plafond ».
- Taux Variable (Plafonné) qui correspond à un taux variable, égal à un des index prévus dans la Convention augmenté d'une marge, éventuellement.
- Taux Révisable Triple Seuil (Plafonné) qui correspond, pour chaque période d'intérêt :
 - soit à un taux fixe 1 si l'index choisi parmi les index prévus dans la Convention est inférieur ou égal à un seuil 1 prédéterminé,
 - soit à un taux variable 1 si l'index est strictement supérieur au seuil 1 et inférieur ou égal à un seuil 2 prédéterminé,
 - soit à un taux fixe 2 si l'index est strictement supérieur au seuil 2 et inférieur ou égal à un seuil 3 prédéterminé,
 - soit à un taux variable 2 si l'index est strictement supérieur au seuil 3. Le taux variable 2 pourra le cas échéant être plafonné à un taux fixe dit « taux plafond ».
- « Taux Fixe Duo » qui correspond pour une période d'intérêt donnée, à une moyenne pondérée de deux taux fixes T1 et T2 en fonction du niveau constaté, selon un nombre prédéterminé d'observations au sein d'une période d'intérêt, d'un référent par rapport à un seuil S déterminé. Il est déterminé comme suit :

$$\text{Taux Fixe Duo} = [T1 \square (n1 / NBT)] + [T2 \square (n2 / NBT)]$$

où :

Accusé de réception en préfecture
974-219740164-20261028-DSF2026-03-BF
Date de télétransmission : 28/10/2026
Date de réception préfecture : 28/10/2026

- n1 est égal au nombre d'observations où le référent choisi est supérieur au Seuil 1 et inférieur au Seuil 2.
- n2 est égal au nombre d'observation où le référent choisi inférieur ou égal au Seuil 1 ou supérieur ou égal au Seuil 2.
- NBT est égal au nombre total d'observations de la période d'intérêt considérée, il est égal à la somme de n1 et n2.
- Taux Fixe Transformable qui correspond à un Taux Fixe pendant une période prédéterminée (une ou plusieurs périodes d'intérêts), assorti d'une ou plusieurs options de passage définitif en taux variable au gré du Domiciliataire ou de l'Emprunteur (selon le choix prédéterminé de l'Emprunteur). Le taux variable sera prédéfini et choisi parmi la liste des index disponibles dans la Convention.
- Taux Variable Transformable qui correspond à un Taux Variable pendant une période prédéterminée (une ou plusieurs périodes d'intérêts), assorti d'une ou plusieurs options de passage définitif en taux fixe au gré du Domiciliataire ou de l'Emprunteur (selon le choix prédéterminé de l'Emprunteur). Le taux variable ne pourra en aucun cas être inférieur à zéro. Le taux fixe sera prédéfini à la mise en place du Tirage.
- Taux Successif qui correspond à un taux composé d'une suite de taux définis dans la Convention qui se succèdent strictement dans le temps.

4- : Premier Tirage

Un premier Tirage est mis en place dans les conditions suivantes :

Montant : 10 000 000 EUR

Date de Tirage : 15/12/2026

Echéance Finale du Tirage : 17/12/2046

Amortissement du tirage : Trimestriel linéaire

Périodicité des intérêts : Trimestrielle

Base de calcul : Exact/360

Taux En Cours du tirage : Taux Alternatif : Taux Fixe 4.64% tant que Euribor 3 Mois < 4.50%
sinon Euribor 3 Mois + 0.50% (Gissler 1-B)

Détermination de l'Euribor 3 Mois : J-2 ouvrés début de période

5- : Mise en place

Le Maire déterminera le niveau du taux alternatif applicable au Premier Tirage visé à l'article précédent, le niveau dudit taux alternatif ne pouvant être supérieur à 4.64% avec une barrière de 4.50% (trimestriel, Exact/360), préalablement à la signature de la Convention qui devra intervenir au plus tard le 04/12/2026, par l'envoi d'un Avis de Tirage au domiciliataire auquel cas la révocation de l'engagement susvisé conduira au versement d'une indemnité au profit du domiciliataire. Le Maire signera la Convention de Crédit susvisée et tout autre document nécessaire à la conclusion et à l'exécution de ladite Convention. Il sera rendu compte de cette décision lors du prochain Conseil Municipal

Article 2 : Etendue des pouvoirs du signataire

Le représentant légal de l'emprunteur est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec Crédit agricole

Accusé de réception en préfecture
974-219740164-20261028-DSF2026-03-BF
Date de télétransmission : 28/10/2026
Date de réception préfecture : 28/10/2026

Corporate and Investment Bank (CACIB), notamment la convention de financement et la demande de réalisation de fonds.

Article 3 : Délai de recours

En application des dispositions du décret n° 65-25 du 11/01/65 modifié le 28/11/83 et du III de l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation de Tribunal Administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa notification.

Article 4 : Entrée en vigueur

Le présent arrêté, qui sera exécutoire au jour de sa transmission au représentant de l'Etat, sera notifié à Crédit agricole Corporate and Investment Bank (CACIB).

Fait à Saint-Pierre le 22 octobre 2026.

Le Maire

COMMUNE DE
SAINT-PIERRE
VISA FINANCIER



Le Maire de la commune de Saint-Pierre certifie
sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte.

David LORION